



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Président de la République

Question au Gouvernement n° 1320

Texte de la question

PLAN POUR MARSEILLE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Boyer, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Valérie Boyer. Monsieur le Premier ministre, hier vous avez récolté ce qui a été semé et ce sont la France et sa mémoire qui ont été offensées. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Claude Perez. Non, mais ça ne va pas ?

Mme Laurence Dumont. C'est n'importe quoi !

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

Mme Valérie Boyer. Après avoir conspué et vilipendé le président Sarkozy qui a quitté l'Élysée sous les sifflets de la gauche, au nom de la liberté d'expression, vous vous offusquez d'être désavoués par les Français. (*Huées et claquements de pupitres sur les bancs du groupe SRC qui couvrent la voix de l'oratrice.*)

M. Henri Jibrayel. C'est une honte !

M. Bernard Roman. Zéro !

M. le président. S'il vous plaît ! Mme Boyer doit recevoir sa réponse.

Mme Valérie Boyer. Ce qui porte atteinte à la fonction présidentielle, c'est de dresser les Français les uns contre les autres, par exemple en détruisant fiscalement la famille. Ce qui porte atteinte à la fonction présidentielle, c'est d'assommer les Français d'impôts – 55 milliards en dix-huit mois. Ce qui porte atteinte à la fonction présidentielle, c'est le rejet massif de la politique de François Hollande et de sa personne. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean-Claude Perez. C'est minable !

M. Nicolas Dupont-Aignan. Ce qui est honteux, c'est ce que vous faites vous !

M. le président. Mes chers collègues ! Le Gouvernement répondra à Mme Boyer et à ses propos.

Mme Valérie Boyer. Ce qui porte atteinte à la fonction présidentielle, c'est d'instrumentaliser la visite du Premier ministre à Marseille aux frais de l'État pour aller consoler une sénatrice et conforter le candidat du

Gouvernement en vue des élections municipales. Ce qui porte atteinte aux Français, c'est de soumettre le soutien aux Marseillais à un chantage électoral. (*Mêmes mouvements.*) Marseille n'a pas attendu le Premier ministre pour valoriser son potentiel : outre son statut de capitale européenne de la culture en 2013, on peut citer Euroméditerranée, la rénovation urbaine d'une ville devenue touristique, la création du parc des Calanques et bien d'autres projets. (*Mêmes mouvements.*) Pour Marseille, vous nous offrez un catalogue de projets recyclés qui ne verront le jour que dans dix ou vingt ans. Les aides que vous promettez sont conditionnelles et viendront compléter les engagements que les collectivités voudront bien prendre. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Mes chers collègues ! Le Gouvernement va répondre.

Mme Valérie Boyer. Aujourd'hui, comme tous les Français, les Marseillais demandent moins d'impôts et plus de travail, mais certainement pas des promesses financées par l'emprunt et l'overdose fiscale. (*Mêmes mouvements.*) La gauche a les pleins pouvoirs pour conduire sa politique. Alors, ressaisissez-vous ! Finalement, monsieur le Premier ministre, je n'ai qu'une seule question : quand allez-vous écouter le peuple de France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.– Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur. Madame la députée, sachant que vous alliez poser une question, je me préparais à entendre une interpellation sur Marseille, mais le brouhaha dans l'Assemblée ne m'a pas permis – je vous le dis très honnêtement et avec toutes mes excuses – d'entendre votre question.

M. Pierre Lequiller. Comme c'est étonnant !

M. Manuel Valls, ministre. Mais j'ai entendu votre première phrase. Or, non seulement elle est en contradiction totale avec ce que beaucoup de vos collègues ont dit ces dernières heures et avec ce que Jean-François Copé a déclaré il y a un instant (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste*), mais elle est particulièrement dangereuse, parce que, à Marseille comme ailleurs, ce dont nous avons besoin – le Premier ministre vient de le rappeler –, c'est d'unité et de rassemblement autour des valeurs de la République.

Quand un parlementaire de votre département est poignardé ; quand une ministre de la République est insultée ; quand le chef de l'État est sifflé sur les Champs-Élysées le jour de la commémoration du 11 novembre, qui doit pourtant rassembler les Français autour de la mémoire et des valeurs de la patrie, eh bien, dans cet hémicycle, où bat le cœur de la démocratie, comme partout où vit la République, la seule réponse possible, madame Boyer, c'est le rassemblement autour de nos valeurs. La première phrase de votre question n'a donc pas lieu d'être. Encore une fois, le rassemblement s'impose. (*De nombreux membres des groupes SRC et écologiste se lèvent et applaudissent.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Boyer](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1320

Rubrique : État

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 novembre 2013](#)